

BOUYEURE, BAUDOIN, KALANTARIAN, DAUMAS

Société Civile Professionnelle d'Avocats à la Cour

Jean-Robert BOUYEURE
Docteur en Droit
Avocat Honoraire

Patrick BAUDOIN
D.E.S. Droit Public
D.E.S. Droit Privé
Diplômé de l'Institut
d'Etudes Politiques de Paris

Elisabeth KALANTARIAN
D.E.S. Droit des Affaires

Anne ALFANDARI
Valérie BENSANEL
Gérard BLANQUIN
Jérôme CHAMARD
Avocats à la Cour

Téléphone :
01.45.55.86.37 - 01.45.55.45.44

Télécopie :
01.45.55.88.72

e-mail :
patrick.baudouin-avocat@wanadoo.fr
elisabeth.kalantarian@wanadoo.fr
catherine.daumas@wanadoo.fr

Jeanne SULZER
LL.M. International Legal Studies
D.E.S.S. Droits de l'Homme
et Droit Humanitaire
Avocat à la Cour
Téléphone / Télécopie :
01.40.62.99.60
e-mail :
jeannesulzer@wanadoo.fr

19 Avenue Rapp - 75007 PARIS
Toque : P 56

*Membres d'une association agréée,
le règlement des honoraires par
chèque est accepté.*

N° SIRET : 326 686 508 00010
N° TVA : FR54326686508

**La référence du dossier
est indispensable**

Membre du réseau
Européen d'Avocats
GESICA



Monsieur Jean-Claude MARIN
Procureur de la République près la
Tribunal de Grande Instance de PARIS
PALAIS

Paris, le 19 novembre 2007

Par PALAIS et fax : 01 44 32 77 66

AFF : Donald RUMSFELD

N/REF. : PB/JS / 01 40 62 99 60

Monsieur le Procureur,

Je fais suite à la plainte simple déposée le 25 octobre 2007 au nom de la *Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme* (FIDH), de la *Ligue française des droits de l'Homme et du Citoyen* (LDH), du *Center for Constitutional Rights* (CCR) et du *European Center for Constitutional and Human Rights* (ECCHR) à l'encontre de l'ancien Secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis, M. Donald Rumsfeld.

Depuis lors, près de quatre semaines se sont écoulées et il résulte des informations dont je dispose qu'à ce jour aucune décision ne paraît avoir été prise suite aux dénonciations contenues dans la plainte susvisée.

J'observe de même être demeuré sans réponse à mon courrier en date du 29 octobre 2007.

Or les quatre Associations, que j'ai l'honneur de représenter, aimeraient être fixées désormais rapidement.

Dés lors, et s'agissant d'un dossier qui concerne des faits d'une extrême gravité, je vous remercie d'une prochaine réponse, étant ajouté que je souhaiterais pouvoir m'entretenir brièvement avec vous.

Je me permettrai donc de contacter votre Secrétariat dans les plus courts délais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur, l'expression de toute ma considération.

Patrick BAUDOIN